



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service du personnel et d'organisation SPO
Amt für Personal und Organisation POA

www.fr.ch/spo

Information à l'intention du personnel de l'Etat de Fribourg

2011

Sommaire

1. Nouveautés pour 2011, en bref	4
2. Salaire.....	4
2.1. Centre de paie.....	4
2.2. Dates de paiement des salaires (dates valeur du versement).....	5
2.3. Renchérissement	5
2.4. Augmentation réelle des échelles de traitement.....	5
2.5. Augmentation du maximum de chaque classe.....	5
2.6. Treizième salaire.....	5
2.7. Relevé de salaire	5
2.8. Années de service.....	6
2.9. Échelles des traitements pour 2011	6
2.10. Certificat de salaire annuel.....	6
2.11. Impôt à la source (ISO)	6
3. Allocations concernant les enfants	7
3.1. Allocation d'employeur pour enfants	7
3.2. Allocation familiale cantonale	7
3.3. Devoir de communication.....	7
4. Assurances sociales	8
4.1. Cotisations à l'AVS et à l'assurance-chômage (AC)	8
4.2. Cotisations à la Caisse de prévoyance	8
4.3. Cotisations à l'assurance-accidents non professionnels (LAA - AANP)	8
4.4. Fonds de la garantie de la rémunération en cas de maladie et d'accident.....	9
4.5. Allocation fédérale de maternité.....	10
4.6. Allocations perte de gains (APG)	10
5. Contribution de soutien à la Fédération des associations du personnel des services publics du canton de fribourg (FEDE).....	10
6. Devoir de communication du collaborateur ou de la collaboratrice	10
6.1. État civil.....	11
6.2. Changement de compte salaire	11
6.3. Adresse privée	11
7. Durée des vacances	11
8. Informations utiles.....	12
8.1. Fonds d'entraide	12
8.2. Sécurité et protection de la santé au travail	12
8.3. Déclaration d'accident.....	12
8.4. Harcèlement psychologique et sexuel.....	13
8.5. Formation et développement.....	13
8.5.1. Formation continue	13
8.5.2. Apprentissage à l'Etat.....	14
8.5.3. Stages.....	14
8.6. Indemnité kilométrique	14
8.7. Charges publiques	14
8.8. Pont pré-AVS	14
8.9. Documentation juridique importante.....	15
8.10. Associations du personnel	15

8.10.1. Fédération des associations du personnel des services publics du canton de Fribourg	15
8.10.2. Association des magistrats et des cadres supérieurs de l'Etat de Fribourg ...	15

Chère collaboratrice,

Cher collaborateur,

Nous avons le plaisir de vous transmettre l'information annuelle pour 2011 sur les aspects liés à votre salaire, aux allocations pour enfants, aux assurances sociales, à votre devoir de communication ainsi qu'à d'autres domaines comme le fonds d'entraide, la sécurité et la protection de la santé au travail, la formation et la déclaration d'accident. Cette information n'est pas exhaustive; ainsi, vous trouverez les dispositions légales et la documentation régulièrement éditée par le Service du personnel et d'organisation (SPO), sur son site Internet, à l'adresse suivante: www.fr.ch/spo.

1. Nouveautés pour 2011, en bref

- > Renchérissement : augmentation de l'IPC de 0,3 point, soit environ 0,3 % (cf. chiffre 2.3).
- > Augmentation réelle des échelles de traitement pour tout le personnel: 0,4 % (cf. chiffre 2.4.).
- > Revalorisation réelle complémentaire en faveur du personnel exerçant des fonctions cadres, dès la classe 21 (cf. chiffre 2.4.)
- > Augmentation du maximum de chaque classe: 300 francs (cf. chiffre 2.5.).
- > Information uniquement pour le personnel soumis à l'impôt à la source, ISO (cf. chiffre 2.11.).
- > Augmentation du taux de cotisation AVS/AI/APG : 5,15 % au lieu de 5,05 % (cf. chiffre 4.1.).
- > Augmentation du taux de cotisation AC: 1,1 % au lieu de 1 % et introduction d'une cotisation de solidarité de 0,5% pour les salaires annuels de Fr. 126'000.- à Fr. 315'000.- (cf. chiffre 4.1.).
- > Caisse de prévoyance, régime de pension : nouveau montant de coordination, suite à l'augmentation de la rente AVS (cf. chiffre 4.2.).
- > Baisse du taux de cotisation à l'assurance accidents non professionnels (AANP) pour les assurés auprès du Pool d'assurances privées, en raison du changement d'assureur LAA : 0,637 % au lieu de 0,862 % (cf. chiffre 4.3.).
- > Baisse du taux de cotisation à l'assurance accidents non professionnels (AANP) pour les assurés auprès de la SUVA : 1,36 % au lieu de 1,43 % (cf. chiffre 4.3.).
- > Nouveaux formulaires de déclaration d'accident (cf. chiffre 8.3.).
- > Augmentation de l'indemnité kilométrique pour les déplacements de service au moyen d'un véhicule privé : augmentation à 74 centimes, au lieu de 70 centimes (cf. chiffre 8.6.).
- > Elections communales, cantonales et fédérales en 2011 : rappel des directives du SPO relatives aux congés payés octroyés aux collaborateurs et collaboratrices assumant une charge publique non obligatoire ; obligation de demander l'autorisation **avant** d'accepter d'être candidat-e (cf. chiffre 8.7.).

2. Salaire

2.1. Centre de paie

Le centre de paie est l'entité chargée de l'établissement et du versement de votre salaire. Vous trouverez les coordonnées de votre centre de paie sur votre relevé de salaire (cf. lien sur le site Internet du SPO : http://www.fr.ch/spo/fr/pub/travailler_fr/informations/centres_paie.htm).

2.2. Dates de paiement des salaires (dates valeur du versement)

(lien Internet : http://www.fr.ch/spo/fr/pub/doc/temps_travail.htm)

Janvier	25	Mars	29	Mai	27	Juillet	27	Septembre	28	Novembre	28
Février	24	Avril	27	Juin	28	Août	29	Octobre	27	Décembre	19

2.3. Renchérissement

Dès le 1^{er} janvier 2011, les échelles sont adaptées à l'indice suisse des prix à la consommation (IPC) de novembre 2010, égal à 109,6 points (base: mai 2000 = 100 pts), soit + 0,3 point par rapport à l'IPC du mois de novembre 2009. Cette adaptation correspond à une augmentation de traitement de 0,27 % (soit environ 0,3 %).

2.4. Augmentation réelle des échelles de traitement

Dès le 1^{er} janvier 2011, les échelles sont en outre adaptées à l'évolution des salaires réels, à raison de 0,4 %.

Enfin, le Conseil d'Etat a décidé d'octroyer une revalorisation réelle complémentaire en faveur du personnel exerçant des fonctions cadres, ayant atteint le maximum de la classe de traitement. L'augmentation se portera, dès la classe 21, sur le maximum de chaque classe et proportionnellement sur les paliers. En % de la masse salariale, cette augmentation représente globalement 0,2 %.

2.5. Augmentation du maximum de chaque classe

Le Conseil d'Etat a, comme ces années passées, décidé d'augmenter le maximum de chaque classe de traitement de Fr. 300.- (montant annuel, renchérissement et 13^{ème} salaire compris). En conséquence, les paliers 1 à 19 de chaque classe de traitement sont modifiés proportionnellement. La prime de fidélité sera quant à elle diminuée de Fr. 150.- et versée en même temps que le salaire du mois de **décembre 2011** aux personnes qui y ont droit.

2.6. Treizième salaire

Le 13^e salaire est versé en 2 fois, en juin et en décembre.

2.7. Relevé de salaire

Les relevés de salaire vous parviendront dans tous les cas en janvier, juin, juillet et décembre. Pour les autres mois, **un relevé ne sera édité et envoyé que si des modifications sont apportées à votre revenu net.**

Le collaborateur ou la collaboratrice a le devoir de vérifier l'exactitude des informations figurant sur son relevé de salaire et de signaler immédiatement les éventuelles erreurs, en sa faveur, mais aussi en sa défaveur, au centre de paie.

2.8. Années de service

Sur votre relevé de salaire figure le nombre d'années de service **accomplies entièrement**.

Exemple pour une entrée en fonction le 1^{er} mai 2010 : sur le relevé de janvier 2011 : 0 année ; sur le relevé de juin 2011 : 1 année. En cas d'interruption d'activité de plus de deux ans, le décompte des années de service repart à zéro. Sont soustraits des années de service, les interruptions d'activité de deux ans et moins ainsi que les congés non payés ; sur requête motivée, le centre de paie modifiera la date à partir de laquelle les années de service sont comptabilisées.

2.9. Échelles des traitements pour 2011

Cf. site Internet du SPO: <http://www.fr.ch/spo/fr/pub/doc/traitements.htm>.

2.10. Certificat de salaire annuel

Le certificat de salaire vous est envoyé en janvier. Pour éviter les frais importants et le surcroît de travail qu'entraîne la confection de duplicata, un exemplaire de votre certificat de salaire est transmis directement au Service cantonal des contributions. Aucun certificat de salaire n'est édité, pour l'année en cours, avant le terme de l'année civile. En cas de nécessité légale, il y a lieu de demander une attestation auprès de votre centre de paie.

2.11. Impôt à la source (ISO)

Perception des impôts à la source : cf. site Internet du SCC (<http://www.fr.ch/scc>).

Chaque contribuable soumis à l'impôt à la source ne faisant pas partie de l'église catholique romaine, de l'église évangélique réformée ou de la communauté israélite du canton de Fribourg, peut demander le remboursement de l'impôt ecclésiastique retenu à la source.

Le collaborateur ou la collaboratrice, de nationalité étrangère, soumis-e à l'impôt à la source, peut également demander une correction de taxation pour:

- a. le rachat du 2^e pilier;
- b. des cotisations versées au titre du 3^e pilier A;
- c. la pension alimentaire versée à son ex-conjoint ou à ses enfants mineurs;
- d. les frais de garde prouvés des enfants (moins de 14 ans le 31 décembre), max. Fr. 6'000.- par année et par enfant; si deux activités lucratives;
- e. les étudiants soumis à l'impôt à la source ont le droit de demander une correction de leur impôt au tarif normal, si le revenu annuel a été supérieur à Fr. 13'000.-. S'ils ont touché un revenu brut total de moins de Fr. 13'000.- dans l'année, l'impôt à la source pourra leur être remboursé;
- f. la déduction des frais liés au handicap
Les frais liés au handicap à la charge du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient doivent être formellement revendiqués.

Toute demande de correction doit être adressée par écrit au secteur de l'impôt à la source (adresse : Service cantonal des contributions, Secteur impôt à la source, Case postale, 1701 Fribourg) jusqu'au 30 juin de l'année suivante, et doit être accompagnée de tous les justificatifs nécessaires, y compris les coordonnées bancaires ou postales. Le remboursement éventuel intervient après cette échéance.

Les autres déductions prévues à l'impôt ordinaire (frais professionnels, primes d'assurances, déductions sociales, etc.) sont déjà prises en compte dans le calcul du taux de l'impôt à la source.

Le Service cantonal des contributions, secteur de l'impôt à la source, se tient à la disposition des employeurs et des travailleurs étrangers pour tous renseignements complémentaires (026 / 305 34 77), notamment pour ce qui concerne la récupération de l'impôt anticipé.

3. Allocations concernant les enfants

3.1. Allocation d'employeur pour enfants

Cette allocation est indépendante de l'allocation familiale cantonale.

Chaque collaborateur ou collaboratrice, dont le traitement est mensualisé, peut bénéficier de ladite allocation.

Le montant de l'allocation mensuelle est de:

Fr. 150.- pour chacun des deux premiers enfants;

Fr. 75.- pour le troisième enfant et chacun des suivants.

Il n'est versé qu'une allocation par enfant. L'allocation est versée en proportion du taux d'activité du collaborateur ou de la collaboratrice, sauf lorsque deux personnes peuvent prétendre à l'octroi d'une allocation pour le même enfant. Dans ce cas, l'allocation de chacune est réduite (art. 112 RPers).

3.2. Allocation familiale cantonale

(loi du 26 septembre 1990 sur les allocations familiales, RSF 836.1)

Les montants mensuels de l'allocation familiale cantonale sont les suivants:

Fr. 230.- pour chacun des deux premiers enfants;

Fr. 250.- pour le 3e enfant et chacun des suivants.

Dès 16 ans, un supplément pour la formation professionnelle est accordé à raison de Fr. 60.- par mois, au plus tard jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'âge de 25 ans révolus est atteint.

L'allocation **unique** de naissance ou d'accueil en vue d'adoption est fixée à Fr. 1'500.- par enfant ; elle est versée **directement par la Caisse de compensation**.

3.3. Devoir de communication

- > Pour tout événement (naissance, adoption, divorce, remariage, etc.), donnant droit aux allocations familiales, ou modifiant ce droit, le droit à ces allocations doit chaque fois être invoqué par le collaborateur ou la collaboratrice.
- > A la naissance d'un enfant, le collaborateur ou la collaboratrice envoie à son centre de paie, ou à une autre entité sur la base de directives spécifiques de son service, la copie du livret de famille complet ou de l'acte de naissance.
- > Suite à cette communication, le collaborateur ou la collaboratrice reçoit un questionnaire qu'il ou elle est prié-e de remplir.
- > Lorsque les enfants ont atteint l'âge de 16 ans révolus, une attestation d'études doit obligatoirement être remise au centre de paie chaque année, faute de quoi le droit aux allocations

est suspendu, voire supprimé. L'interruption des études ou de formation, le changement de place d'apprentissage, la rupture du contrat d'apprentissage, la fréquentation d'une école de recrue ou d'un service civil, etc., sont des événements à signaler très rapidement, par écrit ou par courriel, les conditions du droit aux allocations n'étant plus remplies. A noter que dès que l'enfant a atteint l'âge de 25 ans, le versement de l'allocation cesse automatiquement.

- > S'agissant **des allocations familiales cantonales**, lorsque le collaborateur ou la collaboratrice reçoit une requête d'attestation de la Caisse de compensation, il ou elle doit renvoyer l'attestation requise **à son centre de paie, et non pas à la Caisse de compensation.**

4. Assurances sociales

4.1. Cotisations à l'AVS et à l'assurance-chômage (AC)

- a. AVS/AI/APG: suite à l'augmentation du taux de cotisation aux allocations pour perte de gain (APG), soit + 0,1% pour les salariés, le taux de cotisation AVS/AI/APG est fixé à 5,15 % (2010 : 5,05 %).
- b. AC: le taux de cotisation est fixé à 1,1 % (2010 : 1 %) du salaire jusqu'à concurrence d'un montant maximal annuel soumis de **Fr. 126'000.-** (mensuel Fr. 10'500.-). Une contribution de solidarité de 0,5 % sera prélevée sur la part de salaire comprise entre Fr. 126'000.- et Fr. 315'000.- par an (2010 : pas de contribution de solidarité).

4.2. Cotisations à la Caisse de prévoyance

La loi du 29 septembre 1993 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RSF 122.73.1) est en cours de révision. Toutefois, en 2011, la loi actuelle précitée s'applique. Cf. aussi le site Internet de la Caisse de prévoyance : www.cppef.ch.

- a. Régime de pensions :

Les éléments du salaire, qui font partie du traitement coordonné, sont fixés conformément à l'article 2 de l'arrêté du Conseil d'Etat du 30 novembre 1993 fixant les éléments du salaire déterminant AVS qui ne font pas partie du salaire coordonné de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RSF 122.73.22). En plus du traitement de base, sont notamment assurés le 13ème salaire et la prime de fidélité jusqu'à concurrence du salaire coordonné maximal (montant de la classe 36/20 augmenté du treizième salaire, moins le montant de coordination).

Le montant annuel de coordination est de Fr. 25'056.- (90 % de la rente maximale AVS, qui est de Fr. 27'840.-).

- b. Le taux de la cotisation d'employé est de 8 % du salaire coordonné. Le taux de la cotisation d'employeur est de 11,5%.
- c. Régime LPP: se référer à la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, articles 95 et suivants.

4.3. Cotisations à l'assurance-accidents non professionnels (LAA - AANP)

- a. Changement d'assureur pour les secteurs non soumis à la SUVA et assurés auprès du Pool :

Suite à une mise au concours selon la procédure des marchés publics, le Conseil d'Etat a

décidé de changer de compagnie gérante du Pool. Dès le 1^{er} janvier 2011, à la place de « La Nationale Suisse », « La Bâloise » sera la compagnie gérante.

b. Assurés auprès du Pool d'assurances privées :

Le personnel assuré auprès du Pool bénéficiera d'une baisse de la cotisation de l'AANP. Le taux applicable pour hommes et femmes est fixé à **0,637 % (2010 : 0,862 %)**. Tous les secteurs non soumis à la SUVA sont assurés auprès du Pool (compagnie gérante: «La Bâloise»).

c. Assurés SUVA :

Le personnel assuré auprès de la SUVA bénéficiera d'une baisse de la cotisation de l'AANP. Le taux applicable pour hommes et femmes est fixé à **1,36 % (2010 : 1,43 %)**. Sont assurés auprès de la SUVA: la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, à l'exception de l'Institut agricole de Grangeneuve; la Direction de l'économie et de l'emploi, à l'exception de la Caisse publique de chômage; la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions; le Service archéologique; l'Intendance des bâtiments militaires.

d. Assurés SUVA dans la catégorie risque accru:

Le taux est fixé à **1,36 % (2010 : 1,43 %)**.

e. Montant maximal du gain assuré: il est fixé à Fr. 126'000.- par an pour la SUVA et le Pool (Fr. 10'500.- par mois).

f. Taux d'activité déterminant pour l'affiliation à l'AANP: 8 heures hebdomadaires pour l'administration et 4 unités d'enseignement pour l'enseignement.

4.4. Fonds de la garantie de la rémunération en cas de maladie et d'accident

(ordonnance du 16 septembre 2003 sur la garantie de la rémunération en cas de maladie et d'accident du personnel de l'Etat, RSF 122.72.18)

Le personnel au bénéfice de la garantie totale sur 730 jours est soumis à un taux de cotisation de **2 ‰** du traitement brut. La cotisation est prélevée dès le début du contrat de travail et, cas échéant, pendant les 365 premiers jours lors d'incapacité de travail (voir l'aide-mémoire sur le site Internet du SPO, http://www.fr.ch/spo/files/pdf10/aide-memoire_f.pdf).

S'agissant de la déclaration fiscale, le montant annuel de cette cotisation, inscrit sur votre certificat de salaire, sous « observations », doit être mentionné au chiffre 4.12. de ladite déclaration; il est déductible du revenu, au même titre qu'une assurance perte de gain ou cotisation d'assurance-vie, jusqu'à concurrence du montant de Fr. 750.- par personne (Fr. 1'500.- par couple).

INFORMATION IMPORTANTE : Le collaborateur ou la collaboratrice n'a un droit au versement des prestations de la garantie de la rémunération que s'il ou elle est considéré-e comme étant en incapacité de travail. Cette incapacité doit être attestée médicalement et peut être soumise au contrôle du médecin-conseil de l'Etat. En ce qui concerne le versement des indemnités journalières perte de gain par la Caisse de prévoyance, une requête de prestations AI doit avoir été déposée préalablement à la naissance du droit à ces indemnités. Selon la décision AI relative au taux d'incapacité de travail, et après avis complémentaire du médecin-conseil de l'Etat, les indemnités journalières peuvent être diminuées, voire supprimées.

4.5. Allocation fédérale de maternité

L'Etat-employeur paye le congé de maternité prévu par la LPers et le RPers et la Caisse de compensation rembourse à l'Etat le montant de l'allocation fédérale de maternité. La collaboratrice reçoit un questionnaire de son centre de paie, qu'elle est priée de remplir en indiquant notamment si elle a plusieurs employeurs.

Pour d'autres informations, voir la documentation sur le site internet du SPO, <http://www.fr.ch/spo/fr/pub/doc/juridique/maternite.htm> .

INFORMATION IMPORTANTE : la collaboratrice bénéficiant d'un congé payé de maternité **perd le droit** aux allocations fédérales de maternité, si elle reprend, avant la fin de ce congé, une activité lucrative, quel que soit le type d'activité, la durée ou le taux d'activité. Par conséquent, dans un tel cas de reprise d'activité, l'Etat-employeur ne peut pas récupérer ces allocations et la collaboratrice encourt alors le risque de diminution de son congé payé de maternité.

4.6. Allocations perte de gains (APG)

- a) Pour toutes les périodes de service militaire, service civil, protection civile et cours de jeunesse et sport, le collaborateur ou la collaboratrice **doit remplir et signer** le questionnaire «perte de gains» et **le transmettre**, par la voie de service, au centre de paie concerné.
- b) En cas d'activité auprès de deux employeurs, le collaborateur ou la collaboratrice en avise le (ou les) centre(s) de paie concerné(s).

5. Contribution de soutien à la Fédération des associations du personnel des services publics du canton de fribourg (FEDE)

Pour des informations concernant la FEDE, cf. leur site Internet : www.fede.ch.

En payant la contribution de soutien, soit Fr. 2.- par mois, vous contribuez à financer, en partie, les frais administratifs de la FEDE. Toutefois, le versement de cette contribution de soutien ne vous confère pas la qualité de membre d'une association de personnel ou de la FEDE.

En tout temps, vous pouvez révoquer votre précédente déclaration de refus ou déclarer votre refus du prélèvement. Le formulaire pour la révocation du refus ou la déclaration de refus est à votre disposition sur le site Internet du SPO :

http://www.fr.ch/spo/files/pdf10/refus_revocation_refus_fr1.pdf .

Les bases légales sont l'article 128a LPers et l'ordonnance du 12 décembre 2006 relative à la contribution de soutien en faveur des associations de personnel. Toutes les informations sur la contribution de soutien se trouvent sur le site Internet du SPO :

<http://www.fr.ch/spo/fr/pub/doc/juridique/contribution.htm> .

6. Devoir de communication du collaborateur ou de la collaboratrice

La mise à jour, à son état le plus récent, de certaines informations relatives à la situation personnelle du collaborateur ou de la collaboratrice est indispensable pour assurer une bonne gestion du paiement des salaires et des droits qui en découlent. C'est pourquoi, le collaborateur ou la collaboratrice doit aviser par écrit le centre de paie des divers changements mentionnés aux chiffres 3.3. (cf. ci-dessus) et 6.1. à 6.3. suivants.

En cas d'envoi des communications par courriel, les collaborateurs et collaboratrices le font en acceptant les risques liés à ce mode de communication (protection des données, perte d'informations, mauvais acheminement, pannes techniques).

La liste d'adresses des centres de paie figure sur le site Internet du SPO au lien suivant : http://www.fr.ch/spo/fr/pub/travailler_fr/informations/centres_paie.htm.

6.1. État civil

- > Mariage: envoi de la copie du livret de famille ou acte de mariage.
- > Partenariat enregistré: envoi de la copie de l'acte officiel.
- > Séparation / divorce / dissolution judiciaire du partenariat enregistré: copie de la première et de la dernière page de l'acte officiel, ou de la convention, copies des points concernant la pension alimentaire et la garde des enfants.

6.2. Changement de compte salaire

Le changement de compte doit être communiqué, par écrit ou par courriel, au centre de paie figurant sur le relevé de salaire. Les données à communiquer sont:

- > versement sur un compte de chèque postal: le no de compte de chèques dont vous êtes titulaire (attention à ne pas communiquer le n° de Postcard en lieu et place);
- > versement sur un compte bancaire: l'adresse exacte de la banque et **le numéro IBAN (obligatoire)**.

6.3. Adresse privée

Tout changement d'adresse doit être communiqué, par écrit ou par courriel, à l'adresse du centre de paie.

7. Durée des vacances

La durée des vacances est mentionnée à l'article 60 du règlement du 17 décembre 2002 du personnel de l'Etat (RPers, RSF 122.70.11).

L'article 60 RPers prévoit que la durée des vacances est égale à :

- 25 jours jusqu'à 49 ans révolus,
- 28 jours de 50 à 57 ans révolus et
- 30 jours dès 58 ans.

Cette règle s'applique intégralement dès le 1^{er} janvier 2011.

8. Informations utiles

8.1. Fonds d'entraide

Un Fonds d'entraide sociale en faveur du personnel de l'Etat existe afin de venir matériellement en aide aux collaborateurs et collaboratrices qui sont dans l'incapacité financière temporaire de faire face aux dépenses nécessaires à l'entretien. Le Fonds n'octroie pas de crédits de consommation. Ce Fonds est régi par le règlement du 13 décembre 1998 relatif au Fonds d'entraide sociale (RSF 122.73.61): cf. site Internet du SPO, http://appl.fr.ch/v_ofl_bdlf_courant/fra/1227361.pdf. Le SPO peut vous renseigner sur les conditions de l'octroi d'un prêt (renseignements auprès de Mme Anne Helbling, 026 305 51 31, Anne.Helbling@fr.ch).

8.2. Sécurité et protection de la santé au travail

Des recommandations du comportement à adopter en cas d'urgence sont à votre disposition sur le site Internet du SPO : <http://www.fr.ch/spo/fr/pub/doc/sante.htm>.

8.3. Déclaration d'accident

a. Pour le personnel assuré auprès du Pool d'assurances privées (compagnie gérante « La Bâloise »)

Le collaborateur ou la collaboratrice doit annoncer **immédiatement** le cas d'accident à son ou sa supérieur-e hiérarchique. En cas d'incapacité de travail, il ou elle fournit un certificat médical dès le 4^{ème} jour.

Dans un délai de **trois jours** dès l'accident, le collaborateur ou la collaboratrice demande à la personne désignée au sein de son unité administrative (pour le personnel enseignant, les inspecteurs scolaires ou le secrétariat d'école) de remplir le **formulaire électronique** de déclaration d'accident, qui doit être envoyé le plus rapidement possible au SPO qui se chargera de compléter la déclaration et de l'envoyer à « la Bâloise ».

Par la suite, le collaborateur ou la collaboratrice reçoit de « La Bâloise », par courrier postal à son domicile, la référence au numéro de sinistre ainsi que la feuille pour le médecin, celle pour la pharmacie et la feuille-accident LAA, cette dernière étant à conserver par le collaborateur ou la collaboratrice et à présenter lors de chaque visite médicale.

b. Pour le personnel assuré auprès de la SUVA

Le collaborateur ou la collaboratrice doit annoncer **immédiatement** le cas d'accident à son ou sa supérieur-e hiérarchique. En cas d'incapacité de travail, il ou elle fournit un certificat médical dès le 4^{ème} jour.

Dans un délai de **trois jours** dès l'accident, le collaborateur ou la collaboratrice demande à la personne désignée au sein de son unité administrative (pour le personnel enseignant, le secrétariat de l'école) de remplir le **formulaire électronique** de déclaration d'accident.

Par la suite, le collaborateur ou la collaboratrice reçoit de la SUVA, par courrier postal à son domicile, la référence au numéro de sinistre ainsi que la feuille pour le médecin, celle pour la

pharmacie et la feuille-accident LAA, cette dernière étant à conserver par le collaborateur ou la collaboratrice et à présenter lors de chaque visite médicale.

c. Procédure lors de la survenance d'un accident à l'étranger

- > Pool d'assureurs, compagnie gérante « La Bâloise » :
« La Bâloise » travaille en collaboration avec la Centrale du TCS. Le « Center call » de « La Bâloise » est atteignable 24h/24h aux numéros de téléphone suivants :
 - > Numéro international gratuit, atteignable depuis l'étranger et la Suisse : 00800 24 800 800
 - > Si le numéro gratuit ci-dessus ne fonctionne pas à l'étranger, appeler le numéro suivant :
+41 61 285 82 24
- > SUVA :
La SUVA dispose de son propre système d'assistance (rapatriement et autres prestations) en cas d'accidents par l'intermédiaire d'Europe Assistance (« Call center » atteignable 24h/24h dans le monde entier: +41 848 724 144).

d. Attestation de couverture d'assurance accident pour l'assureur-maladie

- > Le collaborateur ou la collaboratrice nouvellement engagé-e pourra produire à son assureur-maladie un extrait de son contrat de travail sur lequel figure le fait qu'il ou elle est assuré-e conformément à la LAA.
- > Pour le collaborateur ou la collaboratrice déjà en fonction, qui demande une attestation à son employeur, la procédure est la suivante : le ou la chef-fe de l'unité administrative, ou la personne désignée par lui ou elle (pour le personnel enseignant, le directeur ou la directrice d'école, l'inspecteur ou l'inspectrice scolaire), peut lui-même ou elle-même signer une attestation d'assurance, pour autant que le collaborateur ou la collaboratrice travaille au moins 8h par semaine (pour le personnel enseignant, 4 heures par semaine). Lorsque la personne qui signe l'attestation a un doute sur la couverture d'assurance (taux ou durée d'activité variable, congé non payé, etc.), l'attestation à signer est transmise au SPO, bureau LAA, qui vérifie la couverture d'assurance et signe le cas échéant l'attestation.

8.4. Harcèlement psychologique et sexuel

Vous trouverez toutes les informations utiles sur la question du harcèlement sexuel sur le site Internet du SPO: <http://www.fr.ch/spo/fr/pub/doc/juridique/harcèlement.htm> .

En outre, le Conseil d'Etat a autorisé la Direction des finances à mettre en consultation le projet d'ordonnance relative à la gestion des difficultés relationnelles importantes au travail et à la lutte contre le harcèlement. Les documents relatifs à cette consultation, qui prendra fin le 28 février 2011, sont disponibles sur le site Internet du SPO: <http://www.fr.ch/spo/fr/pub/doc/consultation.htm>.

8.5. Formation et développement

8.5.1. Formation continue

Le programme de formation continue se trouve à l'adresse suivante : <http://www.fr.ch/form/fr/pub/index.cfm>. Si vous souhaitez obtenir d'autres renseignements sur la formation continue et le développement de vos compétences, vous pouvez contacter Monsieur Nicolas Gelmi, responsable de la section

« Formation et développement » du SPO, qui répondra volontiers à vos questions (026 305 51 07, Nicolas.Gelmi@fr.ch).

8.5.2. Apprentissage à l'Etat

L'engagement des apprenti-e-s de commerce pour l'Etat-employeur, les cours interentreprises et les examens de la branche administration publique des apprenti-e-s de commerce de l'Etat sont coordonnés et traités au sein de la section « Formation et développement » du SPO. Madame Corinne Blanc (026 305 51 18, Corinne.Blanc@fr.ch) répond volontiers à vos questions.

8.5.3. Stages

Tous les postes de stages vacants auprès de l'administration cantonale fribourgeoise sont annoncés par les unités administratives et consultables sur le site internet du SPO à l'adresse suivante : http://www.fr.ch/spo/fr/pub/places_stages.htm. Madame Danièle Plancherel (026 305 51 08, Daniele.Plancherel@fr.ch) ainsi que Madame Christel Cudré-Mauroux (026 305 51 12, Christel.Cudre-Mauroux@fr.ch) répondent volontiers à vos questions.

8.6. Indemnité kilométrique

Les bases de calcul de l'indemnité kilométrique ont été adaptées à la situation actuelle du marché des véhicules automobiles et prennent en compte les dernières normes du TCS. L'indemnité kilométrique est augmentée à 74 centimes, au lieu de 70 centimes, pour les 2'000 premiers km parcourus. Pour plus de détails, cf. l'ordonnance du 14 décembre 2010 adaptant le montant de l'indemnité kilométrique pour les déplacements professionnels du personnel de l'Etat (http://www.fr.ch/publ/files/pdf27/2010_142_f.pdf).

8.7. Charges publiques

En 2011, se dérouleront les élections communales, fédérales et cantonales. Nous rappelons au collaborateur ou à la collaboratrice, qui souhaite être candidat-e pour une charge publique, les conditions impératives suivantes :

- > Le collaborateur ou la collaboratrice doit demander l'autorisation d'exercer une charge publique **avant** d'accepter d'être candidat-e.
- > Aucun congé payé n'est accordé sans autorisation d'exercer une charge publique.

Toutes les informations sur l'exercice d'une charge publique, la procédure d'autorisation et l'octroi de congés payés figurent dans les Directives du SPO du 19 août 2008 relatives aux congés payés octroyés aux collaborateurs et collaboratrice assumant une charge publique non obligatoire et dans le commentaire y relatif (cf. documentation sur le site Internet du SPO : http://www.fr.ch/spo/fr/pub/doc/juridique/charges_publicques.htm).

8.8. Pont pré-AVS

Pour l'année 2011, sont applicables l'ordonnance du 29 juin 2010 relative à l'encouragement à la prise de la retraite du personnel de l'Etat (lien : http://www.fr.ch/publ/files/pdf22/2010_079_f.pdf) et les Directives de la Direction des finances de septembre 2010 relatives à l'encouragement à la prise de la retraite (pont pré-AVS). Le collaborateur ou la collaboratrice peut bénéficier des dispositions valables en 2011, s'il ou elle démissionne jusqu'au 31 décembre 2011 pour le 31 mars 2012 (personnel administratif) ou jusqu'au 31 décembre 2011 pour le 31 août 2012 (personnel enseignant). Avant le 1^{er} juillet 2011, le personnel sera informé des nouvelles conditions qui seront

prévues dès 2012. Pour rappel, la nouvelle loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat entrera en vigueur en principe au 1^{er} janvier 2012 et mettra ainsi un terme au régime actuel.

8.9. Documentation juridique importante

Nous signalons que les dispositions légales et réglementaires jointes au contrat sont disponibles sur le site Internet du SPO (lien : http://www.fr.ch/spo/fr/pub/travailler_fr/contrat.htm).

8.10. Associations du personnel

8.10.1. Fédération des associations du personnel des services publics du canton de Fribourg

Coordonnées :

Bd de Pérolles 8
Case postale 533
1701 Fribourg

Tel. : 026/309 26 40

Fax. : 026/309 26 42

Courriel : secretariat@fedech.ch

Site Internet : www.fedech.ch

8.10.2. Association des magistrats et des cadres supérieurs de l'Etat de Fribourg

Contacts :

Martin Tinguely, Président,
Service des transports et de l'énergie,
Tél : 026 305 28 40,
Courriel : Martin.Tinguely@fr.ch

Gérald Mutrux, Secrétaire,
Service des communes,
Tél : 026 305 22 35,
Courriel : Gerald.Mutrux@fr.ch
Site Internet : www.cadresFR.ch

Nous saisissons cette occasion pour vous adresser nos meilleurs vœux pour l'année 2011 et vous remercier de votre engagement !

SERVICE DU PERSONNEL ET D'ORGANISATION DE L'ETAT DE FRIBOURG

Rue Joseph-Piller 13, 1700 Fribourg
Tél.: 026 305 32 52
Courriel: spo@fr.ch

Janvier 2011